

**Point de presse de la porte-parole -  
Afghanistan - Exportations  
d'armements**

(Paris, 13 février 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a répondu aux questions suivantes :

**1 - Afghanistan**

**Q** - Suite à une décision hier du Conseil d'Etat statuant que «le gouvernement a arrêté, à la fin du mois de janvier, le principe de réexamen de l'ensemble des dossiers des demandeurs de visa précédemment déboutés», les 152 anciens interprètes afghans de l'armée française déboutés de leur demande de visa par la France vont pouvoir déposer une nouvelle demande. Pouvez-vous nous expliquer comment les choses vont se passer ?

**R** - La France est soucieuse de la sécurité des personnes ayant travaillé avec nos forces entre 2002 et 2014 et celle de leurs familles. Au moment du retrait de nos troupes, tous ceux qui l'ont souhaité ont pu présenter un dossier, soit pour bénéficier d'une aide à la reconversion et à la mobilité en Afghanistan, soit pour demander un visa de long séjour en France.

Les deux campagnes d'accueil successives organisées entre 2012 et 2014 puis en 2015 et 2016 ont ainsi conduit à l'accueil sur le territoire français de 176 personnels civils de recrutement local et leurs familles (soit plus de 550 personnes).

Certaines demandes de visa ont été refusées, car elles ne correspondaient pas aux cas de délivrance prévus par le droit applicable. La commission de recours et le tribunal administratif de Nantes peuvent être saisis en cas de contestation. Certains cas ont donné lieu à des décisions du Conseil d'Etat.

Dans le souci de préserver le dialogue face à ces situations personnelles, les différents services de l'Etat concernés étudient les modalités d'un possible réexamen des dossiers.

**2 - Exportations d'armements**

**Q** - La France applique une politique de contrôle des exportations reposant sur une analyse au cas par cas dans le cadre de la Commission interministérielle pour l'exportation de matériels de guerre (CIEEMG). Est-ce que à un moment depuis mai 2017 vous avez suspendu la livraison d'armes pour des pays impliqués dans le conflit au Yémen?

R - La France applique une politique de contrôle des exportations reposant sur une analyse au cas par cas dans le cadre de la commission interministérielle pour l'exportation de matériels de guerre.

Cette évaluation au cas par cas tient notamment compte de la nature des matériels, de l'utilisateur final, du respect des droits de l'Homme, de la stabilité régionale et de la nécessité de soutenir la lutte contre le terrorisme. Tout ce qui peut porter atteinte à la sécurité des civils fait partie des critères qui nous conduisent à autoriser ou ne pas autoriser ces exportations.

La délivrance des autorisations se fait dans le strict respect des obligations internationales de la France, et notamment du traité sur le commerce des armes et de la position commune européenne. Comme ses partenaires de l'Union européenne, la France applique les huit critères de la position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires./.